

## Fiche 3- Les inégalités de consommation

### I- La consommation des français

#### Document 1 : Niveau et structure de consommation des ménages

Consommation des ménages	1960	1990	2005
Dépense de consommation (en milliards d'euros)	26,4	579,3	953,3
Poids dans la dépense de consommation (en %)			
Alimentation et boissons non alcoolisées	26,1	15,7	13,9
Boissons alcoolisées et tabac	6,1	2,9	3,1
Articles d'habillement et chaussures	11,9	6,8	4,9
Logement, chauffage, éclairage	11,0	20,2	24,7
Équipement du logement	9,3	6,7	5,8
Santé	2,1	2,9	3,5
Transport	10,6	15,5	14,9
Communications	0,5	1,8	2,8
Loisirs et culture	7,2	8,6	9,3
Éducation	0,6	0,6	0,7
Hôtels, cafés et restaurants	6,4	5,9	6,2
Autres biens et services	7,4	13,3	11,2

- 1) Que signifient « 953.3 » et « 13.9 » ?
- 2) Pour parler de la part d'un type de dépense dans la consommation totale, on utilise un concept : lequel ?
- 3) Quel auteur peut-on mobiliser pour illustrer les grandes évolutions mises en avant par ce document ?
- 4) Quelle est l'évolution globale de la consommation des ménages entre 1960 et 2005 ?
- 5) Rappelez la différence entre mode de vie et niveau de vie. Ce document nous donne-t-il des informations relatives à ces deux concepts ?

### II- Des niveaux de consommation différenciés

#### Document 2

Tableau 22 : La structure des niveaux de vie selon les niveaux de diplôme de la personne de référence

	<i>(en %)</i>				
	10 % les plus bas	Déciles médians <sup>(a)</sup>	10 % les plus hauts	5 % les plus hauts	Ensemble de la population
Supérieur long	3,3	5,0	45,2	55,1	11,4
Bac + 2	2,9	7,9	12,3	10,1	8,4
Baccalauréat	7,5	12,1	13,6	11,2	11,8
CAP-BEP	24,6	35,3	13,3	10,2	27,8
Peu diplômés	61,8	39,7	15,6	13,4	40,6

<sup>(a)</sup> Déciles 5 et 6.

Lecture : dans le plus bas décile de niveau de vie, 7,5 % des personnes appartiennent à des ménages dont la personne de référence a le bac et n'a pas de diplôme supérieur.

Sources : enquête Revenus fiscaux, Insee-DGI.

- 6) Y a-t-il un lien entre niveau de diplôme et niveau de vie ? Comment peut-on l'expliquer ?

#### Document 3

Tableau 24 : La structure des niveaux de vie selon la localisation du ménage

	<i>(en %)</i>				
	10 % les plus pauvres	Déciles médians <sup>(a)</sup>	10 % les plus élevés	5 % les plus élevés	Population totale
Taille d'aire urbaine					
Hors aire urbaine	29,5	25,6	12,7	10,8	24,1
Moins de 200 000 habitants	22,3	25,1	17,6	18,2	24,0
Moins de 2 millions d'habitants	33,9	33,2	33,0	31,9	32,9
Aire urbaine de Paris	14,4	16,1	36,7	39,1	19,0

<sup>(a)</sup> Déciles 5 et 6.

Sources : enquête Revenus fiscaux, Insee-DGI.

- 7) Y a-t-il un lien entre lieu de vie et niveau de vie ? Comment peut-on l'expliquer ?

### III- Des structures de consommation différenciée

#### Document 4 : Accès aux nouvelles technologies et origine sociale (En 2004, en %)

Catégorie socioprofessionnelle	Téléviseur couleur	Magnéto-scope	Téléphone fixe	Téléphone portable	Micro-ordinateur (portable ou non)	Internet
Agriculteurs exploitants	96,0	75,4	97,5	73,1	59,7	47,8
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	94,5	77,1	90,0	80,8	58,2	37,7
Cadres et professions intellectuelles supérieures	92,1	79,3	94,4	86,3	80,4	66,9
Professions intermédiaires	91,4	78,1	87,5	86,3	68,9	50,5
Employés	93,7	74,1	77,5	81,8	49,8	31,1
Ouvriers (y,c, ouvriers agricoles)	96,6	78,2	75,9	78,2	41,4	21,6
Retraités	97,6	59,1	95,8	42,6	18,4	11,4
Autres inactifs	79,5	38,0	38,1	86,4	52,1	26,7
<b>Ensemble</b>	<b>94,8</b>	<b>70,6</b>	<b>86,5</b>	<b>69,6</b>	<b>45,0</b>	<b>30,3</b>

Source : Insee, enquête permanente sur les conditions de vie 2004.

- 20) Rédigez une phrase donnant la signification des données suivantes : « 66,9 » et « 21,6 » dans la dernière colonne
- 21) Y a-t-il un lien entre la possession de produits de nouvelles technologies et l'origine sociale? Justifier votre réponse
- 22) Comment peut-on expliquer ce lien?

#### Document 12 p 150 : questions 34 et 35

### IV- Une évolution inégale du pouvoir d'achat

#### Document 5

##### Salaires, pouvoir d'achat : l'explosion des inégalités

LE MONDE | 22.10.07 | Article paru dans l'édition du 23.10.07.

• Le pouvoir d'achat est un sujet de controverse récurrent en France depuis que le passage à l'euro, en 2002, a amplifié l'écart entre ce que disent les chiffres et ce que ressent l'opinion.

Les statisticiens de l'Insee sont formels, le pouvoir d'achat devrait, selon eux, progresser pour la troisième année consécutive : + 1,7 % en 2005, + 2,3 % en 2006, + 2,8 % en 2007. Quant à l'inflation, elle reste historiquement basse. Les ménages ont néanmoins du mal à se convaincre de la sagesse des prix quand ils voient valser les étiquettes de la baguette ou des yaourts. Et ils sont nombreux à penser qu'avec l'euro leur pouvoir d'achat s'est réduit.

• **Un net ralentissement depuis 2003.** Qu'en est-il vraiment ? Sur une longue période, le pouvoir d'achat des ménages a eu tendance à augmenter de moins en moins vite. Il a évolué grosso modo au même rythme que la croissance du produit intérieur brut (PIB) : à vive allure entre 1959 et le premier choc pétrolier (+ 5,7 % par an), beaucoup plus modérément depuis 1975 (+ 2,1 % par an).

Si l'on s'en tient aux dix dernières années, le constat est plus net encore. De 1998 à 2002, relève l'Insee dans l'édition 2007 de L'Economie française, le pouvoir d'achat a augmenté d'environ 3,4 % en moyenne par an, avant de retomber à 1,9 % par an entre 2003 et 2006.

• **15,1 % de smicards.** Ce ralentissement s'explique par la modération salariale mise en place dans les entreprises à la suite des deux chocs pétroliers et du tournant de la rigueur de 1983, puis des 35 heures, mais aussi par la persistance d'un chômage massif. Conséquence : dans le revenu disponible brut des ménages, le poids des revenus d'activité, salaires en tête, a baissé, passant de 77 % à la fin des années 1970 à 70 % depuis le début des années 1990.

Au fil du temps, la société s'est "smicardisée". La proportion de salariés rémunérés au niveau du salaire minimum est passée de 8,6 %, en 1991, à 15,1 % en 2006, ce qui constitue un record.

• **42,6 % d'augmentation des plus hauts revenus.** Cette "smicardisation" du salariat, d'une ampleur inédite en Europe, ne suffit pas, toutefois, à rendre compte de la réalité de l'évolution des revenus. Un chercheur de l'Ecole d'économie de Paris, Camille Landais, a montré que les hauts revenus avaient très fortement augmenté entre 1998 et 2005, à la différence des revenus moyens et médians. Ainsi, les 3 500 foyers les plus riches de France - sur un total de 35 millions de foyers fiscaux -, qui ont déclaré, en 2005, un revenu moyen de 1,88 million d'euros, ont vu leur revenu réel progresser de 42,6 % au cours de ces huit années.

Pendant la même période, a établi M. Landais, 90 % des foyers fiscaux ont dû se contenter d'une hausse de leur revenu réel de 4,6 %. Cette "explosion des inégalités", liée à l'envolée des revenus des capitaux mobiliers et des plus-values boursières, mais aussi à celle des très hauts salaires, a nourri dans une partie de la population, à commencer par les classes moyennes, le sentiment d'un déclassement.

**75 % de dépenses contraintes pour les ménages modestes.** Dans le même temps, la part des dépenses contraintes - logement, primes d'assurances, impôts, remboursements de crédit, etc. - est passée de 22 % à 45 % du budget des ménages entre 1960 et 2006.

Claire Guélaud

- 1) Qu'est-ce que le « pouvoir d'achat » ?
- 2) Sur longue période, comment a évolué le pouvoir d'achat des ménages ?
- 3) De quoi dépend selon le texte cette évolution ?
- 4) Peut-on dire, à partir de la phrase soulignée, que le pouvoir d'achat a diminué entre 2003 et 2006 par rapport à la période 1998-2002 ?
- 5) Comment expliquer la faiblesse de l'évolution du pouvoir d'achat ?
- 6) Cette faiblesse touche-t-elle tous les ménages ?
- 7) Qu'appelle-t-on les « dépenses contraintes » ?